



Paris, 1938. Collecte de fonds réalisée par de jeunes républicains porteurs du bonnet phrygien en faveur du peuple espagnol.

DATES CLÉS

16 janvier 1939

La CGT somme l'État français d'intervenir en Espagne, en proie à une guerre civile, estimant que « le maintien de la non-intervention n'est plus possible » face aux attaques fascistes.

1954

L'organisation justifie le droit à l'insurrection du peuple algérien et prend position en faveur de la paix en Algérie et de son indépendance.

28 octobre 2020

Le syndicat renouvelle son appel à signer la pétition pour la ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian).

HISTOIRE

La CGT et la paix

Alors que l'Europe voit ressurgir la guerre, qui ravage actuellement l'Ukraine et force des millions de réfugiés à fuir leur pays, retour sur les engagements de la CGT aux côtés des peuples en lutte pour leur liberté, et en faveur du pacifisme.

Le 24 février 2022 restera tristement dans les mémoires comme la date de l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes. Dès les premiers jours du conflit, la CGT a aussitôt exprimé sa solidarité avec les populations civiles frappées par la guerre et rappelé qu'elle se situait dans le « camp de la paix ». À travers son histoire, le syndicat a toujours affirmé son pacifisme et rejeté la course à l'armement. « Mais notre pacifisme sait faire la différence en fonction de la nature des dangers d'escalade encourus et des impératifs liés à la résistance des peuples pour défendre leur droit à l'autodétermination. De la Commune de Paris à la guerre du Vietnam, en passant par la guerre d'Espagne ou la Résistance durant l'occupation, notre histoire est aussi celle d'un soutien aux peuples en lutte pour la défense de leurs droits et libertés face à l'oppression ou à l'agression », précisait la CGT le 9 mars dans un communiqué. Autre temps, autre guerre. En 1936, quand éclate le conflit espagnol, la CGT s'oppose à la politique française de « non-intervention »,

qu'elle qualifie « d'hypocrisie » face au fascisme, et affirme son soutien au peuple espagnol. Quelque 1500 adhérents les plus résolus iront même combattre aux côtés des Brigades internationales.

UNE MAIN TOUJOURS TENDUE AUX POPULATIONS QUI SOUFFRENT

Une grande souscription est également lancée auprès des fédérations et des syndicats afin de venir en aide au peuple espagnol. Quinze tonnes de vivres sont ainsi envoyées de l'autre côté des Pyrénées, alors que des militants portent assistance aux milliers de réfugiés qui arrivent. Un Comité d'accueil des enfants d'Espagne est alors créé et des colonies de vacances qui appartiennent au syndicat sont mises à leur disposition. En mai 1938, on dénombre quarante-sept colonies hébergeant 2 669 petits espagnols à travers toute la France. Mais l'année 1938 est aussi celles des régressions sociales et des décrets-lois scélérats. « Le Front populaire vacilla et sombra à l'approche de la

Seconde Guerre mondiale », déclarait le 17 juin 1999 Georges Ségué, résistant déporté et ex-secrétaire général de l'organisation, lors d'une rencontre sur le thème « Le syndicalisme et la paix » organisée au Mémorial de Caen. Rappelant, si nécessaire, que la guerre a toujours été le prétexte et l'occasion idéale au recul des droits des travailleurs. En 1999, un autre conflit ravage alors les Balkans. Dans une allocution, Gérard Leneveu, secrétaire de l'UD du Calvados, présent lui aussi à ces rencontres, rappelait qu'il n'y a « pas de paix sans désarmement », ajoutant qu'« avec l'instabilité de certains États, la folie des hommes, rien ne permet de penser qu'un jour l'arme nucléaire ne sera pas utilisée, puisqu'elle existe ». Une phrase douloureusement d'actualité alors que la peur d'une guerre totale est aujourd'hui largement partagée au regard de la menace nucléaire. Le militantisme de la CGT en faveur du désarmement nucléaire n'a, lui, jamais eu autant d'acuité.

■ CYRIELLE BLAIRE